

# De la fracture numérique à la fracture cognitive : pour une nouvelle approche de la société de l'information

KIYINDOU Alain

La fracture numérique est la traduction de l'expression américaine : *digital divide*. Phénomène de polarisation par rapport à la dimension universelle de la mise en œuvre de la «société de l'information», la fracture numérique désigne le fossé entre, d'une part, ceux qui utilisent les potentialités des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour leur accomplissement personnel ou professionnel et, d'autre part, ceux qui ne sont pas en état de les exploiter faute de pouvoir y accéder par manque d'équipements ou d'un déficit de compétences.

Ce « fossé numérique » ne se traduit pas seulement par la séparation entre le Sud et le Nord à laquelle on pense de prime abord. L'appartenance ou non au « réseau des réseaux » produit d'autres types d'inégalités entre États connectés ou non au sein de mêmes ensembles régionaux, entre régions riches et peuplées et régions pauvres et isolées, entre les différents groupes sociaux et/ou ethniques, entre hommes et femmes, entre citoyens dotés du capital économique et culturel nécessaire et les autres, entre cultures présentes sur la Toile et les autres.

La «société de l'information» se construit sur fond de clivage, de coupure, de cassure, de déchirure, de séparation entre ceux qui en font déjà partie et ceux qui ne sauraient s'y inscrire. La question est de savoir comment établir de façon précise le constat d'une telle séparation.

## **La mesure de la fracture numérique**

- Le « serpent numérique »

Pour Abdoulaye Wade<sup>1</sup>, il s'agit de définir deux lignes, les marges numériques (idée inspirée de celle de marges de fluctuations monétaires et de serpent monétaire décidés entre deux ou plusieurs pays qui veulent aboutir à des convergences de stabilité relative) : la marge inférieure en dessous de laquelle se trouvent les sociétés exclues de fait de l'information, c'est-à-dire le Sud, la marge supérieure, qui aurait pu se trouver au niveau des pays qui ont atteint ou frisent la saturation, les Etats-Unis par exemple. Entre les marges se trouverait l'espace de la société d'information standard.

---

<sup>1</sup> Abdoulaye Wade, Fossé numérique et solidarité numérique, *Le monde* du 7 mars 2003

Cette tentative de définition, quoique sommaire, si elle donne une idée de la séparation des mondes, ne prend pas en compte les disparités à l'intérieur d'un même pays, d'une même région, voire au sein des ménages. En outre, elle repose uniquement sur des données quantitatives excluant ou minorant toute prise en compte des autres éléments contextuels. Nous connaissons les limites de ce mode d'observation et/ou de catégorisation en « connectés » et « non connectés » qui considèrent qu'une connexion est celle d'un ménage et un compte e-mail, celui d'un individu.

#### - L'indice d'accès numérique

L'Union Internationale des Télécommunications a établi un indice d'accès numérique (DAI) prenant en compte des variables comme l'accessibilité financière, l'existence d'infrastructures, le niveau d'éducation, la qualité des services... Pour ce qui est de l'accès numérique, les pays sont classés en quatre catégories selon leur niveau d'accès (excellent, bon, médiocre ou faible). Ce nouveau mode de calcul a surpris puisque les Etats-Unis d'Amérique n'apparaissent qu'en 11<sup>e</sup> position, les dix premiers de la liste étant des pays asiatiques et européens (la France étant classée 23<sup>e</sup>).

### **Les formes de la fracture**

#### - La fracture par l'accès

Dans son acception la plus courante, la fracture apparaît comme une délimitation de territoires très différents les uns des autres : d'une part les connectés et de l'autre les non connectés. C'est cette différence que fait apparaître Thabo Mbéki dans son propos devenu célèbre : « il y a plus de téléphones à Manhattan que dans toute l'Afrique ». Cette approche est mise en avant dans la plupart des débats sur la « société de l'information ». Mais, depuis quelques années, suite aux démarches menées dans les pays occidentaux en vue de la réduction de la fracture entre le milieu rural et le milieu urbain, d'autres disparités sont apparues: l'inégalité entre ceux qui disposent de l'accès haut débit et ceux qui doivent se contenter d'un accès réduit, ceux qui peuvent se payer une connexion permanente (coût indépendant du temps de connexion) et ceux qui continueront à payer à la durée.

#### - La fracture par l'usage

Outre le fait que les technologies ont rarement été utilisées telles que les inventeurs les avaient imaginées, les usagers se les approprient de manières différenciées. C'est à ce niveau que se situe la fracture par l'usage. La complexité des nouvelles technologies et l'interactivité qu'elles permettent occasionnent des niveaux d'usages qui s'appuient sur les différences culturelles et économiques. Il ne s'agit donc pas seulement d'être connecté, encore faudrait-il savoir se servir "efficacement" des outils. L'expression de « non connectés absolus » fait

référence à ceux qui ne disposent d'aucun accès physique au réseau et celle de « non connectés relatifs » désigne ceux qui, bien que disposant d'accès, ne sont pas efficaces dans leurs usages.

#### - La fracture par le contenu

En matière de contenu, seule compte l'information utile et appropriable. L'abondance d'informations sur Internet est donc plus une illusion entretenue qu'une réalité effective. En effet, les contenus réellement utiles restent peu nombreux. Ce vide ou la faible usabilité d'Internet explique en partie la fracture numérique (loi du mort kilométrique).

#### - La fracture décisionnelle

Une fracture souvent ignorée est celle qui sépare les « maîtres du réseaux » aux autres, c'est-à-dire ceux qui contrôlent Internet, qui en régulent l'usage et les autres.

Pour éviter ce type de schisme, certains affirment que tous les citoyens devraient avoir accès aux « nouvelles technologies », ou qu'il faut s'assurer que la « société de l'information » ne comportera aucun exclu. Ces discours, très communs au sein des institutions internationales, sont en fait directement importés des USA : dès 1992, le vice-président Gore évoquait les vertus de la « société de l'information ». Mais on peut les inscrire dans la lignée de la vision de Alain Minc et Simon Nora qui ont écrit *L'informatisation de la société*<sup>2</sup> ; On se souvient que pour ces deux auteurs, le processus d'informatisation est un phénomène social global devant conduire à un changement social. L'informatisation doit donc permettre un meilleur équilibre externe. Les auteurs sont convaincus que la télématique et l'automatisation, en améliorant la productivité, augmentent la compétitivité. On peut également citer d'autres documents importants

- *Croissance compétitivité et emploi ou Livre blanc*<sup>3</sup> ;
- *L'Europe et la société de l'information planétaire*<sup>4</sup> ;
- *Livre vert : Vivre et travailler dans la société de l'information-priorité à la dimension humaine*<sup>5</sup> ...

Derrière le projet de prendre en charge les pauvres et les démunis de l'électronique réside l'idée d'un grand départ vers un futur radieux, d'une aventure collective véhiculée par les « nouvelles technologies ». Cette croyance a un nom : le *déterminisme technique* ; elle prétend que la technologie détermine l'organisation de la société ; elle est certes séduisante,

---

<sup>2</sup> Alain Minc et Simon Nora, *L'informatisation de la société*, Seuil, Paris, 1978.

<sup>3</sup> Jacques Delors, *Croissance compétitivité et emploi : les défis et les pistes pour entrer dans le 21<sup>e</sup> siècle : livre blanc*, OPOCE, Luxembourg, 1993.

<sup>4</sup> Martin Bangemann, *L'Europe et la société de l'information planétaire*, Commission européenne, Bruxelles, 1994.

<sup>5</sup> Commission européenne, *Livre vert : Vivre et travailler dans la société de l'information-priorité à la dimension humaine*, Commission européenne, Bruxelles, 1996.

mais classique et naïve. L'évocation des effets positifs des techniques modernes sur l'organisation sociale est un phénomène récurrent durant tout le XX<sup>e</sup> siècle ; elle a comme effet principal de réduire la critique politique, la promesse d'un avenir proche, heureux et sans souci permettant de limiter la contestation du monde actuel.

Cette promesse apparaît dans ces propos d'Al Gore : « *Nous avons aujourd'hui à portée de mains les moyens techniques et économiques de rassembler toutes les communautés du monde, nous pouvons enfin créer un réseau d'information planétaire qui transmet messages et images à la vitesse de la lumière depuis les plus grandes villes jusqu'aux plus petits villages de tous les continents [...] des réseaux d'intelligence distribuée qui encerclent le globe grâce à la coopération de tous les gouvernements et de tous les peuples [...]. Chaque lien que nous créons renforce ceux de la liberté et de la démocratie dans le monde entier ; en ouvrant les marchés, nous ouvrons des voies de communication ; en ouvrant les voies de communication, nous ouvrons les esprits [...] je vois un nouvel âge de la démocratie se forger...* »<sup>6</sup>

Ces propos font ressortir un certain nombre de mythes comme celui du décloisonnement des frontières, de liberté généralisée, d'égalité d'accès à la connaissance<sup>7</sup>. Mais ce qui est frappant, c'est ce cheminement à savoir l'ouverture des marchés qui ouvrirait les voies de communication, les voies de communication qui ouvriraient les esprits. L'ouverture des esprits se trouve subordonnée à l'ouverture des marchés. Pierre Lévy<sup>8</sup> va d'ailleurs plus loin en annonçant que la multiplication des liens libres entre les individus via le web poserait les bases d'un mouvement irréversible d'unification intellectuelle, culturelle et spirituelle de l'humanité, débouchant sur l'avènement d'une société transnationale dotée d'un gouvernement mondial démocratique. Il explique que de même que sur le plan physiologique, notre cerveau s'élargit, de la multiplication des liens entre les neurones, les connexions entre les hommes produites par le web, et leur complexité croissante, feraient surgir, par delà les frontières naturelles et culturelles de jadis, une « *intelligence collective* », et une conscience supérieure de l'unité humaine. A cela s'ajoute, une croyance entretenue notamment par le PNUD (rapport 1991) et l'UIT à savoir l'accroissement du potentiel productif qui ressort d'ailleurs dans la notion de *leapfrogging*. A ce propos d'ailleurs, Yoshio Utsumi, secrétaire générale de l'UIT, explique : « *Au cours des premières étapes de son développement, l'homme est passé d'une économie agricole à une économie industrielle, dans laquelle la machine était reine. Toutefois, si nous devons attendre que tous les pays passent par les mêmes étapes, je crains fort que les pays en développement n'arrivent jamais à combler l'écart qui les sépare des pays développés. Or, précisément grâce aux TIC, ces pays peuvent*

---

<sup>6</sup> Conférence d'Al Gore à l'UIT (Buenos Aires), le 21 mars 1994.

<sup>7</sup> Cette idée de libération apparaît également dans le *Rapport Mac Bride* quand il déclare : « *la communication vise à libérer l'humanité du besoin et de la peur en l'unissant dans un sentiment de commune appartenance et dans un même élan de solidarité* ».

<sup>8</sup> Lévy Pierre, *Qu'est-ce que le virtuel*, La Découverte, Paris, 1998.

*brûler les étapes du développement et passer directement à une société de l'information, pour peu qu'ils prennent les mesures qui s'imposent.* »<sup>9</sup> et il ajoute plus loin, « *nous avons donc, à portée de main, la possibilité d'édifier une société de l'information plus juste et plus équitable, dans laquelle les pays en développement seront réellement, pour la première fois, en mesure de rattraper les pays développés* »<sup>10</sup>.

Ceci est en flagrante contradiction avec le paradoxe de Solow qui attire notre attention sur le fait qu'à un fort taux de croissance de l'investissement en TIC, ne correspond pas un taux de croissance de la productivité globale<sup>11</sup>.

Nous voici donc proche de ce que Yves Lafargues désigne sous le vocable « *absurdités technologiques* »<sup>12</sup>, absurdités relayées aussi bien par les hommes politiques<sup>13</sup>, les organisations internationales que les médias. Le *Rapport mondial sur le développement humain*<sup>14</sup> et la *Déclaration de principes*<sup>15</sup> du SMSI, en sont des exemples frappants.

### **Un mythe qui perdure**

L'Internet est présenté comme une des solutions de dernière chance aux problèmes de sous-développement de l'Afrique, notamment aux failles des services postaux, à l'insuffisance et à l'archaïsme de documentation universitaire et médicale, aux misères de l'enseignement présentiel, aux lenteurs d'échange entre les institutions du Nord et du Sud, aux problèmes de fuite de cerveaux et d'exode rural, aux failles diverses des systèmes de santé, aux besoins du processus démocratique (bonne gouvernance, transparence, Etat de droit), etc. Il est question ici des raisons qui motivent des projets de coopération au développement comme ceux de campus numériques de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF), de centres multimédia de formation (GDLN) et d'universités virtuelles africaines de la Banque Mondiale, de formations ouvertes à distance (FOD) du RESAFAD, de télémédecine au Mali, au Sénégal, au Burkina Faso et au Burundi, de médiation d'usage (mail ou navigation) pour les analphabètes, etc. L'Internet est compris ainsi comme un instrument d'humanisation de la société, comme une « passerelle de développement », et comme une occasion de témoigner une certaine solidarité internationale entre info-pauvres et info-riches par delà les clivages politiques.

---

<sup>9</sup> Yoshio Utsumi, « L'après-Tunis : ce que nous attendons », *Nouvelles de l'UIT*, UIT, novembre 2005, p. 5.

<sup>10</sup> Yoshio Utsumi, *op. cit.*

<sup>11</sup> En 1987, Robert Solow, économiste américain, fit remarquer que l'introduction massive des ordinateurs, contrairement aux attentes, ne se traduisait pas par une augmentation statistique de la productivité.

<sup>12</sup> Yves Lafargues, *Halte aux absurdités technologiques*, Éditions d'Organisation, Paris, 2003.

<sup>13</sup> Dans son discours du 11 janvier 1994, Al Gore disait : « *nous faisons le rêve d'une forme différente de super autoroute de l'information, une super autoroute capable de sauver des vies, de créer des emplois et de donner la chance à chaque Américain, jeune et vieux d'accéder à la meilleure éducation possible* ».

<sup>14</sup> PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 2001*, De Boeck Université, Bruxelles, 2001.

<sup>15</sup> SMSI, *Construire la société de l'information : un défi mondial pour le nouveau millénaire, Déclaration de principes*, SMSI, Genève, 2003.

Les centres de recharge de téléphone portable ou de PC portables, les téléradiographies du système de télémédecine rurale au Mali, au Burkina Faso et au Burundi, etc., sont souvent montrés comme des exemples réussis d'appropriation locale des NTIC. Pourtant ils témoignent d'un modèle de développement de suppléance au plus pressé et d'intégration forcée à un système socio-technique auto-contrôlé et non d'un projet de société qui donne aux autochtones les moyens consistants de leur développement. De même, l'adresse électronique et/ou le numéro de téléphone portable sont interprétés avec satisfaction comme tenant lieu de carte d'identité pour une population non enregistrée à l'office d'Etat civil.

Pour Armand Mattelart, les croyances entourant les TIC ne sont pas nouvelles, elles auraient accompagné depuis leur début les technologies de communication à distance. L'auteur rappelle d'ailleurs que « *dès l'apparition du télégraphe de Chappe, en 1794, aussi bien les scientifiques que les hommes politiques ont eu un discours sur les promesses émancipatrices de la technologie à distance* »<sup>16</sup>. En effet, ajoute Jacques Perriault, « *toute nouvelle machine à communiquer engendre aussitôt des discours et des pratiques utopiques, tout aussi bien du côté de l'offre, qu'elle soit institutionnelle ou industrielle, que celui du public, des individus, des groupes qui estiment qu'elle servira au mieux leur aspiration et leur projet* »<sup>17</sup>. Dans le texte d'introduction du numéro de *Quaderni* consacré à la fabrique de l'utopie, Lucien Sfez invite à une profonde réflexion lorsqu'il écrit : « *Alléluia ! Alléluia ! Les technologies de communication règlent les problèmes industriels et sociaux, dit-on : le savoir, l'égalité, la culture, la démocratie et le bonheur sont à portée de la main. Le paradis sur terre est arrivé* »<sup>18</sup>. Et il achève ce propos : « *Utopie apparente qui cache une idéologie et dont le chemin croise ici le millénarisme* ». Tout ceci apparaît comme si les discours et projets laissent croire que la société, n'ayant pas trouvé d'autres solutions aux imperfections des dispositifs du développement, opte pour des prothèses et outils de substitution pour en pallier les carences. Nous nous retrouvons dans une configuration où la machine se voit confier la mission de se substituer à l'homme pour accomplir ce que ce dernier n'a pas réussi à faire. Ce que nous observons au SMSI n'est donc ni plus ni moins qu'une tentative de subordination des faits sociaux et politiques à des facteurs techniques. Aux peuples sous-équipés, sous-alimentés du Sud, le SMSI propose l'ordinateur pour tous, outil miracle pour passer du sous-développement au développement. Mais, le Sud a-t-il plus besoin d'ordinateurs que de nourriture ou de médicaments ?

La question mérite d'être posée à l'heure où le rapport mondial<sup>19</sup> du développement nous rappelle que dans certains pays (Oman, Philippines, Nouvelle Guinée, Burkina, Érythrée...), le

---

<sup>16</sup> Armand Mattelart, *Une autre société de l'information est possible*, Conférence à l'Université d'été Fragments du monde, Paris, 2001, <http://www.fragmentsdumonde.org/2001>.

<sup>17</sup> Jacques Perriault, *L'accès au savoir en ligne*, Odile Jacob, Paris, 2001, p. 13

<sup>18</sup> Lucien Sfez, préface à « Utopie I : la fabrique de l'utopie », *Quaderni*, 40, 1999-2000, p. 5.

<sup>19</sup> PNUD, *La liberté culturelle dans un monde diversifié*, Rapport mondial sur le développement humain 2004, Economica, Paris, 2004.

taux de population n'ayant pas accès à un point d'eau aménagé dépasse 50 %, le nombre de médecins pour 100 000 habitants ne dépasse pas 5 (Niger, Rwanda, Burundi, Guinée...) <sup>20</sup> ...

## **Bluff gigantesque**

Comme l'indique Jacques Ellul en parlant de la technique, nous sommes bien en présence d'un bluff : « ... *bluff gigantesque, dans lequel nous sommes pris, d'un discours sur les techniques qui ne cesse de nous faire prendre des vessies pour des lanternes et, ce qui est plus grave, de modifier notre comportement envers les techniques. Bluff des hommes politiques, bluff de médias (tous), bluff des techniciens (quand au lieu de travailler à leurs techniques, ils font des discours), bluff de la publicité... Et quand je dis bluff, c'est que l'on charge maintenant les techniques de centaines de réussites et d'exploits (dont on ne pose jamais ni les coûts, ni l'utilité, ni les dangers) et que la technique nous est dorénavant présentée expressément à la fois comme seule solution à tous nos problèmes collectifs (le chômage, la misère du monde, la crise, la pollution) ou individuels (la santé, la vie familiale, et même le sens de la vie)... Et il s'agit bien de bluff parce que dans ce discours l'on multiplie par cent les possibilités effectives des techniques et que l'on voile radicalement les aspects négatifs.* »

La société de l'information n'est pas un nouveau monde qui se substitue à l'actuel que nous savons rempli d'imperfections. Les injustices, la pauvreté, les inégalités, la criminalité ne s'effaceront pas par un simple clic. Souvenons-nous d'un autre moyen de communication qui, disait-on, allait révolutionner le monde, le chemin de fer. Malheureusement, le constat est qu'il y a des voitures pour riches avec des conditions de voyage plus agréables et des voitures pour pauvres, des destinations mieux desservies et d'autres qui ne le sont pas. Ces moyens de communication viennent donc se superposer aux fractures existantes, mais n'en constituent pas le socle. La fracture existe parce qu'il y a des inégalités de revenus, parce que près de 2 milliards d'êtres humains n'ont pas accès à l'électricité, parce que la moitié de la population vit avec moins de 2 dollars par an. Le résultat, c'est que 82 % de la population ne représentent que 10 % des connexions internet dans le monde. Le fait que notre vision soit, à ce point, biaisée, s'explique par notre conception de la fracture. Celle-ci est en effet influencée par la logique technique <sup>21</sup> ou techno-logique qui est à l'opposé de la logique sociale de mise en place des technologies nouvelles. Cette techno-logique apparaît, d'ailleurs, dans certains cas, comme un objectif en soi <sup>22</sup>. C'est l'idéal social exprimé à travers la société de l'information et pour lequel se battent des milliers d'acteurs dans le monde.

---

<sup>20</sup> A titre d'exemple, la France compte 330 médecins pour 100 000 habitants (PNUD *op.cit.*).

<sup>21</sup> Le technicisme consiste à affirmer que chaque innovation technique apparaît à point nommé pour résoudre les grands défis des sociétés contemporaines.

<sup>22</sup> Victor Scardigli, *Le sens de la technique*, PUF, Paris, 1992.

### **Critique de la fracture numérique**

Il est important de se rappeler cette assertion de Jean Meyriat : L'information n'existe pas en tant que telle, seule compte l'information utile, appropriable...

Or on peut douter que la publicité que nous recevons par courrier électronique pour un certain nombre de produits que tout le monde connaît soit de l'information.

Quand je reçois tous les jours dans ma boîte e-mail des courriers en provenance du Nigéria, de Côte d'Ivoire de Londres, de Paris et qui m'annoncent que je suis devenu heureux gagnant du loto....Ce n'est pas de l'information.

Si l'on ajoute à cette pollution électronique la prolifération de virus et la vente en ligne de mauvais films, il est fort possible que l'information électronique soit en moyenne de très mauvaise qualité et sans valeur ajoutée. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je continue à affirmer que la société de l'information existe partout, elle n'est pas que technologique et c'est une grave erreur que de se focaliser uniquement sur ces nouvelles technologies qui vont d'ailleurs être dépassées.

Daniel Pimienta affirme que l'apitoiement sur la « fracture numérique » sert au G8 à se donner bonne conscience, et peut-être à faire oublier les éternelles fractures sanitaires et alimentaires<sup>16</sup>. Cela est d'autant plus possible que, comme on l'a vu, la mesure matérielle de la « fracture numérique » invite naturellement à la combler en investissant dans de l'équipement. En effet, les différentes parties prenantes engagées dans la réduction de la fracture numérique oublient souvent que les différences statistiques sur lesquelles elles se basent ne sont rien d'autre que le reflet de la fracture socio-économique. Le fond du problème est donc la fracture sociale et non la fracture digitale.

### **Fracture cognitive**

La notion de fracture cognitive a été introduite pour inviter les dirigeants de tous pays à « ouvrir la voie à une forme "intelligente" de développement humain et durable. » Ce terme apparaît notamment dans le célèbre rapport, *Vers la société des savoirs*. Ce rapport précise :

*« Aujourd'hui plus que jamais, la fracture cognitive sépare les pays dotés de puissants potentiels de recherche et d'innovation, de systèmes éducatifs performants, de lieux de savoir et de culture ouverts au plus grand nombre, et les autres nations, aux systèmes éducatifs déficients, aux institutions de recherche démunies, frappées de plein fouet par la fuite des cerveaux. »* [...] Pour favoriser l'édification de sociétés du savoir, il est nécessaire de réduire



ces fractures et de « *consolider deux piliers de cette société mondiale de l'information encore trop inégalement garantis : l'accès pour tous à l'information et la liberté d'expression.* »<sup>23</sup>

La fracture cognitive va donc bien au-delà des questions d'accessibilité ou de participation au réseau global. La question mise en avant est celle du mode d'emploi, de la méta-information, de ces informations qui nous permettent de comprendre et de décoder l'information. La fracture cognitive fait référence à la connaissance car si l'ordinateur et les réseaux, dont l'Internet, permettent de chercher, de recueillir ou d'échanger de l'information, ils ne donnent pas la connaissance. La connaissance s'acquiert, souvent au prix d'efforts dans un contexte social donné, et est de nature individuelle; elle ne s'échange pas comme on le fait avec des données ou de l'information.

Avant même de considérer l'existence (ou l'inexistence) de réseaux téléphoniques et d'alimentation électrique dans les pays pauvres, l'approche cognitive permet de mettre l'accent sur l'incapacité de faire usage de ces technologies, de donner un sens à l'information, d'apprendre ou de transformer les contenus nouvellement accessibles en valeur sociale ou économique. Au-delà du numérique, il est question d'économie de connaissance ou de savoir qu'il faut distinguer de l'économie de l'information. En effet, la question actuelle de la fracture (ou facture) numérique est une fracture cognitive entre d'une part les producteurs des connaissances et d'autre part les consommateurs qui n'ont accès qu'à l'information. Cette description, appliquée aux TIC (technologies d'information et de communication), a le mérite de montrer que le principal enjeu n'est pas seulement la disponibilité des machines et des logiciels mais la capacité de les produire. En effet, seules les connaissances permettent de produire d'autres connaissances contrairement à l'information qui est le produit fini.

### **La fracture culturelle au sein de la fracture cognitive**

J'ai voulu ajouter une autre pierre au travail déjà fait par l'UNESCO en soulignant que la fracture cognitive existe, mais elle n'est pas seulement cet écart entre les possédants et ceux qui ne possèdent pas. Elle est aussi dans la façon dont les uns et les autres jugent ou accordent la valeur à une information donnée. L'idée est donc de considérer qu'il y a en dehors de la rationalité scientifique, d'autres rationalités...Et mon argumentation rentre dans la droite ligne de la Convention sur la diversité culturelle signée à l'Unesco le 20 octobre 2005.

L'idée que nous avons de la connaissance relève du nombrilisme, de l'eurocentrisme...

---

<sup>23</sup> Unesco, *Vers les sociétés du savoir*, Unesco, Paris, 2005, p.47.

L'Unesco organise d'ailleurs et à juste titre un colloque sur l'universalisme de la science qui va sans doute remettre à plat de nombreuses idées reçues sur la science. Il s'avère nécessaire de changer les choses, briser les conventions, réintroduire le doute dans nos certitudes.

Malheureusement la plupart des projets menés sont empreints d'une vision qui est fortement à mettre en cause. Les exemples qui suivent sont riches d'enseignement.

Philippe Gelin chercheur à l'INRA de Toulouse est allé passer une année chez les Soussou de Guinée pour analyser un certain nombre de programmes mis en place par les institutions internationales. Il s'agissait d'augmenter la production de sel avec des méthodes faciles et nouvelles. Malheureusement, malgré la multiplication de séances de formation, la production est restée traditionnelle et peu rentable.

Philippe Gelin démontre une différence de rationalité. Les Soussou n'avaient pas besoin de vendre pour devenir riches. Le peu de sel qu'ils produisaient leur suffisait. Ils utilisaient le sel pour la dot et un kilo de sel obtenu par des méthodes traditionnelles donc en mettant plus de temps, a plus de valeur pour celui qui le reçoit.

Le Professeur Michel Lebras de l'Université de Bordeaux 2 s'est rendu en Côte d'Ivoire pour aider les populations à lutter contre les maladies. Il effectue une première visite avant de lancer sa campagne de sensibilisation. Il étudie les besoins d'information des populations en se disant *il faut travailler sur le paludisme qui est la première cause de mortalité infantile*. Il se rend dans un village Guéré et, surprise. La préoccupation des populations est le Tétanos ombilical, une maladie qui tue les bébés après leur naissance par manque d'asepsie.

Le professeur revient en France faire le compte rendu, personne ne comprend. On lui pose la question : *Combien de morts a fait le paludisme dans ce village ?*

il répond 45

*Combien de morts par le Tétanos ombilical ?*

Il répond 2.

La situation paraît illogique au regard de la science « quantophrénique » or chez les Guérés, la mort d'un enfant compte beaucoup plus que celle d'un adulte qui a vécu. C'est l'ordre normal des choses. La mort des enfants met en danger la pérennité du groupe, elle est donc plus importante pour eux.

Ce qu'il convient de retenir ici est que la question de l'information intéressante a aussi une dimension philosophique, liée aux croyances et donc à la culture. Ces deux exemples montrent l'importance de la dimension culturelle de la fracture cognitive ou tout simplement l'importance de la fracture culturelle qui nous fait parfois prendre pour de l'information ce qui ne l'est pas et pour de la non information, ce qui est information.

**La fracture culturelle constitue bien une interface de la fracture numérique.**

Les pays qu'on considère souvent comme des pays sans information, sans culture, sans histoire, ont mis au point un certain nombre de connaissances importantes pour leur survie et

pour la protection de leur milieu de vie. Ils ont des connaissances que nous avons du mal à apprécier. Pour échapper à nos propres carences, nous les taxons d'ignorants. Mais aujourd'hui, si on nous largue dans le désert du Kalahari, notre ignorance apparaîtra au grand jour. Nous verrons le hoodia, nous ne saurons pas qu'il peut nous aider à survivre. Nous ne saurons pas nous orienter en fonction de la couleur du sable, de la direction du vent, de l'emplacement du soleil, du bruit des oiseaux... Nous serons certainement incapable de survivre.

A l'instar d'Edgar Morin il est regrettable que nous donnions qu monde « *pour modèle notre civilisation en crise, celle-là même qu'il faudrait réformer. Elle empêche le monde de trouver des formes d'évolution autres que celles qui sont calquées sur l'Occident. Elle empêche de générer une symbiose des civilisations, qui intégrerait le meilleur de l'Occident (les droits de l'homme et de la femme, les idées de démocratie) mais en exclurait le pire.* »<sup>24</sup>

### **La société de l'information**

L'Unesco a publié, en ce début novembre, un rapport titré « *Vers les sociétés du savoir* », une contribution importante de l'organisation au deuxième volet du Sommet mondial sur la société de l'information. Le rapport, tout à la fois exhortation et plaidoyer, en appelle aux autorités gouvernementales pour intensifier l'investissement dans une éducation de qualité pour tous, l'accès égal aux technologies du numérique, le partage des savoirs et des connaissances, la préservation de la diversité linguistique et culturelle. Ses auteurs insistent sur la nécessité de ne pas confondre sociétés du savoir et sociétés de l'information :

*« Les premières contribuent au bien-être des personnes et des communautés et prennent en compte des dimensions sociales, éthiques et politiques plus larges. [...] Par contre, les sociétés de l'information reposent uniquement sur des avancées technologiques et risquent de n'apporter qu'une "masse de données indistinctes" à ceux qui ne disposeront pas des outils nécessaires pour tirer parti de toutes ces informations. »*<sup>25</sup>

A partir de ce constat, il paraît opportun de s'interroger sur la pertinence des discours sur la fracture numérique si l'on admet la dimension cognitive de l'économie. Poser cette question revient aussi à interroger la société de l'information. Serait-ce la société des non producteurs et consommateurs d'informations produites ailleurs ?

Les enjeux sont ailleurs, et si on y prend gare, la société de l'information serait une société de dépendance. Dans le clivage Nord-Sud. Relier les populations à l'aide de tuyaux et de fibres optiques s'avère insuffisant si cette connectivité ne s'accompagne pas d'instruments cognitifs et juridiques capables de la rendre effective. L'accès aux savoirs ne saurait être une simple

---

<sup>24</sup> Edgar Morin, *Le Monde* du 1 janvier 2003, p.62.

<sup>25</sup> Unesco, *op.cit.* p.19.

question d'infrastructures mais dépend de la formation, des capacités cognitives et d'une réglementation adaptée sur l'accès aux contenus.

Il faut la replacer dans le contexte plus large de la *fracture cognitive*, particulièrement évidente et il est plus qu'opportun d'évoquer la nécessité d'un nouveau Nomic, un nouveau Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication.